



Rapport Consultation Jeunesse  
**LES RUPTURES DE LA DÉMOCRATIE  
EN AFRIQUE FRANCOPHONE**

[#Francophoniedelavenir](#)



Rapport Consultation Jeunesse

**LES RUPTURES  
DE LA DEMOCRATIE  
EN AFRIQUE  
FRANCOPHONE**

A young woman with dark, curly hair is smiling warmly at the camera. She is wearing a grey long-sleeved top and is holding several white papers. In the foreground, there are more papers on a desk, including one with a colorful pie chart. A large, semi-transparent yellow rectangle is overlaid on the center of the image, containing the word 'SOMMAIRE' in white, uppercase letters.

# SOMMAIRE

<b>1. À propos de la Consultation</b>	<b>6</b>
<b>2. Le profil des participants</b>	<b>8</b>
<b>3. Les enseignements d'autres études</b>	<b>10</b>
<b>4. Les principaux enseignements de la Consultation</b>	<b>14</b>
<b>5. Le détail des réponses par question</b>	<b>18</b>

A close-up photograph of a diverse group of young people, including a man with glasses and a woman with braids, looking intently at a smartphone held by another woman. The scene is outdoors with a bright sky in the background. A semi-transparent purple rectangle is overlaid on the center of the image, containing the page title.

# 01

## À PROPOS DE LA CONSULTATION

Dans un contexte global de défiance des citoyens vis-à-vis des gouvernants, les **coups d'État se sont multipliés ces dernières années dans l'espace francophone**, notamment en Afrique. En 4 ans, plusieurs États membres de la Francophonie ont connu des coups de force militaires ayant entraîné des ruptures de la démocratie.

Face à cette situation, la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise MUSHIKIWABO, a engagé une **réflexion sur les causes profondes de ces ruptures de la démocratie et sur les moyens d'action** de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour apporter des solutions qui préservent le bien-être des populations, premières victimes de ces crises.

Une consultation en ligne a ainsi été lancée **du 13 au 18 octobre 2023 auprès des jeunes francophones de 15 à 35 ans**. Plus de **1 600 jeunes de 45 États et gouvernements de l'espace francophone** y ont contribué (dont **88 % de participants** issus d'Afrique francophone). Les principales conclusions de la consultation ont été **présentées le 25 octobre 2023 lors d'un débat diffusé en ligne**, entre la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise MUSHIKIWABO et six jeunes citoyens engagés de l'espace francophone.



<https://www.youtube.com/live/bfRS8OiveLc>

Le principal objectif de cette consultation était de **mieux comprendre et évaluer la perception des jeunes sur ces ruptures de la démocratie**, mais aussi leurs attentes et leurs propositions pour renforcer la démocratie dans l'espace francophone. Les résultats de la consultation, présentés dans ce rapport, ont alimenté la poursuite de cette réflexion au niveau des États et gouvernements membres de l'OIF lors de la 44<sup>e</sup> Conférence ministérielle de la Francophonie (Yaoundé, 4 et 5 novembre 2023), dont le thème était la « Bonne gouvernance, gage de stabilité pour les populations francophones ».



## POINTS DE VIGILANCE MÉTHODOLOGIQUE

La participation à cette consultation était anonyme. Aucune réponse n'était obligatoire. Ceci explique un nombre de contributeurs différent pour chaque question. L'analyse porte spécifiquement sur les réponses des jeunes de 15 à 35 ans. Pour chacune des questions, le nombre de réponses et de contributeurs est indiqué. La nature de la question est également précisée : question ouverte, question fermée.

## L'APPROCHE QUANTITATIVE

La méthode d'analyse des questions fermées repose sur une analyse quantitative. Les résultats sont exprimés en pourcentage de contributeurs à la question.

## L'APPROCHE QUALITATIVE

Le parti pris de cette consultation a été de donner une large part à l'**expression libre et spontanée des participants au travers de questions ouvertes**. Ceci permet de capturer une richesse de points de vue. Les résultats sont exprimés en pourcentage de contributeurs à la question. Un répondant peut avoir exprimé plusieurs idées.

## L'ANALYSE SÉMANTIQUE ET LEXICOLOGIQUE

L'analyse des questions ouvertes a reposé sur une analyse sémantique et lexicologique opérée par bluenove. Cette méthode s'appuie sur une catégorisation («indexation») des verbatims autour d'un référentiel de propositions, qui permet de faire émerger les grandes tendances de réponses et les poids relatifs de ces réponses. Cette méthode repose pour partie sur l'utilisation d'un algorithme de reconnaissance du langage naturel (NLP) et pour partie sur l'analyse humaine de l'analyste.

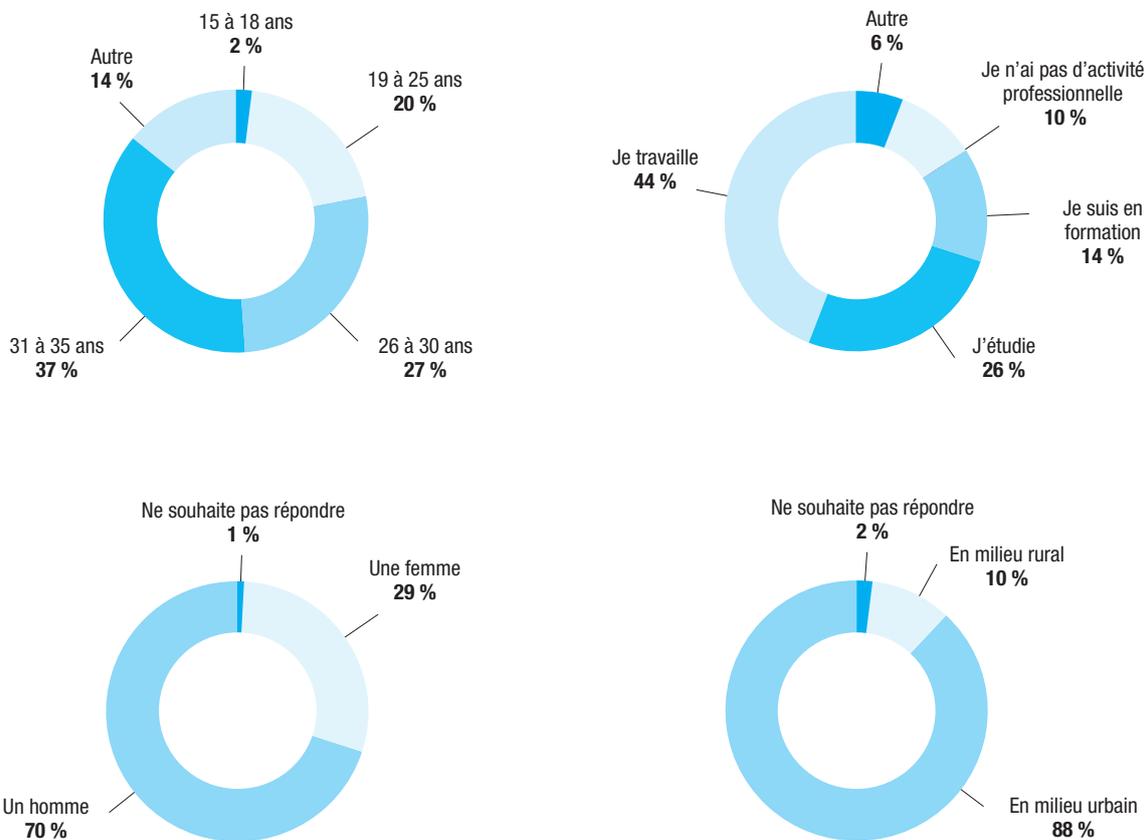


# 02

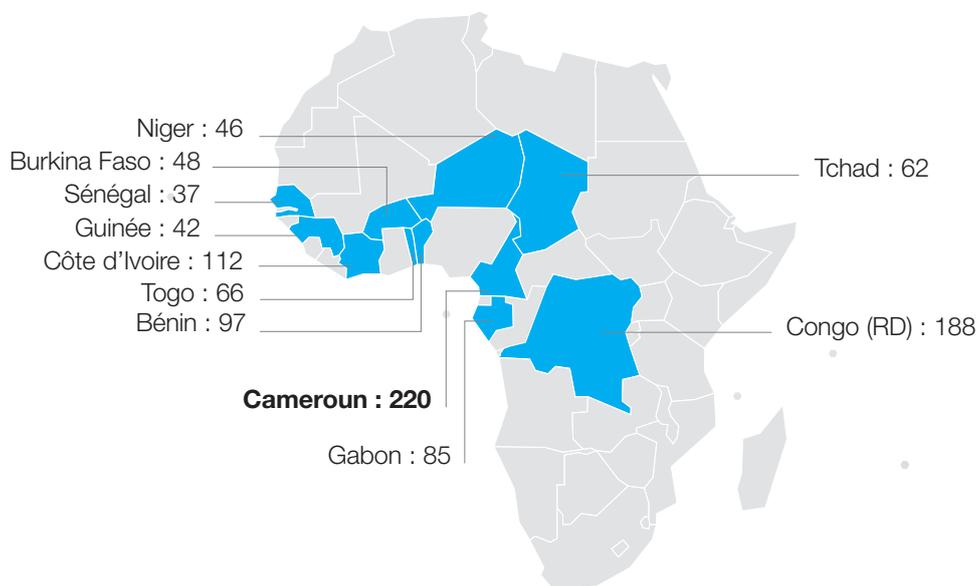
## LE PROFIL DES PARTICIPANTS

La consultation a réuni en moins d'une semaine **1 607 contributeurs** issus de **45 États et Gouvernements** de l'espace francophone, **principalement sur le continent africain** (88 % des participants). Ce sont principalement des hommes (70 %) vivant en milieu urbain (88 %), âgés de 19 à 35 ans.

**Profil des participants (en % de participants ayant répondu à chaque question)**



**Top 10 de la participation dans les pays d'Afrique francophone (en nombre de jeunes de 15 à 35 ans)**





# 03

## LES ENSEIGNEMENTS D'AUTRES ÉTUDES

## RETOUR SUR LA CONSULTATION #FRANCOPHONIEDELAVENIR DE 2020



A l'occasion du cinquantenaire de la Francophonie, l'Organisation internationale de la Francophonie avait lancé, du 13 mai au 27 juillet 2020, une grande consultation auprès des jeunes francophones de 15 à 35 ans, intitulée Francophonie de l'avenir.

Il convient de noter qu'à cette époque, et dans un contexte mondial de crise sanitaire, **la démocratie n'était pas un sujet de forte préoccupation pour la jeunesse** :

- **La participation à la vie citoyenne était la 10<sup>e</sup> priorité des jeunes** après l'accès à l'emploi, la gestion de l'environnement, la vie dans un environnement sain, l'accès à un système de santé de qualité, la sécurité, la paix, le logement, la formation et l'égalité entre les femmes et les hommes,
- **Le modèle de gouvernance et la politique étaient la 5<sup>e</sup> des aspirations à long terme des jeunes** après le système de santé, la gestion de l'environnement, les inégalités sociales et l'injustice et les mentalités, le manque d'humanisme et de respect,
- **La politique était le 7<sup>e</sup> domaine d'action pour l'avenir**, après l'entrepreneuriat, le social, l'éducation, la culture, l'environnement et l'économie.

Néanmoins, dans un espace de débat dédié à la thématique « Démocratie, citoyenneté et égalité femmes-hommes »,

- **Les jeunes s'inquiétaient du désintérêt pour la vie de la cité**, y compris au moment des élections. L'absence de cadres et de dispositifs pour les impliquer à la prise de décision, au niveau national ou local, ainsi que les fractures générationnelles avec les dirigeants, étaient pointés.
- D'autres problématiques politiques étaient également relevées, comme le **non-respect des droits fondamentaux**, les **difficultés d'accès à la justice** ou les **entraves à la liberté de la presse ou d'expression**. La **corruption**, le **manque de probité des gouvernants** revenait également dans les discussions, tout comme l'**opacité des élections**.

Aussi les jeunes avaient préconisé de :

- **renforcer la citoyenneté**, en accentuant l'éducation civique (sensibilisation, développement de connaissances sur le fonctionnement des institutions) et en mettant en place davantage de mécanismes de participation (conseils municipaux des jeunes, plateformes de discussion, référendums...),
- **renforcer l'État de droit** par la lutte contre la corruption et le renforcement de la transparence de l'action publique, la promotion d'élections libres (instauration d'une commission électorale indépendante), une meilleure défense de la liberté de la presse, des droits de l'Homme et la lutte contre l'intolérance.



## ENSEIGNEMENTS ISSUS DE LA CONSULTATION YOUTH TALKS

YOUTH TALKS

Youth Talks est une consultation mondiale des jeunes portant sur leurs attentes et leurs ambitions pour les sociétés de demain. Elle a été conduite d'octobre 2022 à mai 2023 par la fondation Higher Education for Good, et l'Organisation internationale de la Francophonie en était l'un des partenaires.

L'analyse spécifique des résultats de cette consultation ciblée sur les jeunes de l'espace francophone montre que **les thèmes spécifiquement relatifs à la démocratie (« questions politiques ») préoccupent moins la jeunesse que les questions environnementales, les guerres et conflits et les questions économiques :**

- le souhait d'une meilleure situation politique dans le monde n'est que le 19<sup>e</sup> souhait,
- les questions politiques sont la 4<sup>e</sup> source d'inquiétude pour les jeunes francophones,
- les questions politiques sont le 7<sup>e</sup> enjeu à aborder pour construire un monde meilleur.

Toutefois, quand ils s'expriment sur les questions démocratiques, ils s'inquiètent de l'extrémisme politique, de la corruption, de la mauvaise gouvernance, de la défiance vis-à-vis des dirigeants, des violations des libertés individuelles et des droits de l'Homme, de la désinformation et du manque de participation citoyenne.

### Quand je pense à l'avenir, ce que je souhaite au monde, c'est...

RÉPONSES	ESPACE FRANCOPHONE	AFRIQUE FRANCOPHONE
La paix	28 %	25 %
La protection de l'environnement	25 %	13 %
Valeurs et vertus humaines	13 %	13 %
L'égalité	7 %	3 %
Un monde meilleur	7 %	10 %
<b>Une meilleure situation politique</b>	<b>1 %</b>	<b>1 %</b>

**Démocratie**  
De meilleurs gouvernements et dirigeants politiques  
Moins de corruption  
Moins d'extrémisme

Participants francophones : 6 132

Participants d'Afrique francophone : 1 842



## Quand je pense à l'avenir, ce qui m'inquiète pour le monde sont les...

RÉPONSES	ESPACE FRANCOPHONE	AFRIQUE FRANCOPHONE
Problèmes environnementaux	40 %	21 %
Guerres et conflits	21 %	16 %
Questions économiques	15 %	8 %
<b>Questions politiques</b>	<b>9 %</b>	<b>5 %</b>
Enjeux sociétaux	8 %	7 %
Mauvais comportement humain	7 %	11 %

L'extrémisme politique  
Le manque de confiance envers les décideurs  
L'oppression et manque de liberté  
Violation des droits de l'Homme  
Questions politiques en général  
L'instabilité politique  
L'autocratie  
La corruption  
Problèmes géopolitiques  
Désinformation

Participants francophones : 5 082

Participants d'Afrique francophone : 1 318

## Quels enjeux collectifs devons-nous aborder pour construire l'avenir souhaité ?

RÉPONSES	ESPACE FRANCOPHONE	AFRIQUE FRANCOPHONE
Les problèmes environnementaux	39 %	21 %
Les discriminations et inégalités	14 %	13 %
L'individualisme	14 %	14 %
Les problèmes économiques	11 %	8 %
L'obsolescence du système éducatif	11 %	12 %
La géopolitique et conflits mondiaux	8 %	10 %
<b>Les questions politiques</b>	<b>6 %</b>	<b>5 %</b>

Corruption et népotisme  
Problèmes politiques en général  
Mauvais gouvernements  
Manque de démocratie directe et de participation citoyenne  
Système judiciaire  
Autoritarisme  
Extrémisme et polarisation  
Manque de confiance du public dans les institutions  
Lois actuelles

Participants francophones : 5 362

Participants d'Afrique francophone : 1 615





# 04

## LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE LA CONSULTATION

## 1 Des ruptures de la démocratie vécues avec tristesse et inquiétude par la majorité des jeunes

La majorité des jeunes (67 %) exprime spontanément sa **peine** et son **désarroi** face **au recul démocratique** et à la **violation des libertés fondamentales**, mais aussi son **désespoir** voire sa **peur** pour l'avenir. Ils s'inquiètent notamment des conséquences de ces crises sur le développement de leur pays, la sécurité et leur avenir personnel.

Une partie des jeunes en revanche (17 %) vient spontanément **exprimer son soutien** à ces évolutions qu'ils ne considèrent pas forcément comme des « ruptures » de la démocratie : elles sont pour eux un « **mal nécessaire** » pour changer les systèmes établis. Parmi ceux-ci, certains vont jusqu'à remettre en cause le modèle de la démocratie, qu'ils considèrent inadaptée en Afrique.

Dans ce contexte, une minorité garde l'espoir de **refonder la démocratie** dans son pays.

## 2 Les caractéristiques de la démocratie selon les jeunes : une gouvernance intègre au service du peuple, le respect de l'État de droit et le respect des droits fondamentaux

Quand il leur est demandé les caractéristiques que doit respecter la démocratie, les jeunes mettent spontanément en avant une **gouvernance intègre et transparente au service du peuple** qui se traduirait par la participation des citoyens aux décisions publiques, l'organisation d'élections libres et transparentes, l'inclusion de tous (minorités, femmes, jeunes), le pluralisme, l'alternance politique, la limitation des mandats et l'intégrité des dirigeants.

Ils mettent aussi en avant le **respect de l'État de droit** (respect des lois et de la constitution, égalité devant la loi, séparation des pouvoirs) et le **respect des droits fondamentaux** (liberté d'expression et d'opinion, libertés individuelles, droits de l'Homme).



© Sviltana/Adobe Stock



© Garnar/Adobe Stock

### 3 La mauvaise gouvernance, la corruption et l'impunité, première cause des ruptures de la démocratie

Selon la grande majorité des jeunes (79 %), la première cause des ruptures de la démocratie est la **mauvaise gouvernance, la corruption et l'impunité**. Ils la décrivent au travers d'exemples qui touchent différents secteurs (élections, police, justice, éducation...).

A cela s'ajoutent pour la majorité des jeunes (entre 53 % et 62 %), les **promesses politiques non tenues, le manque d'alternance politique**, de limitation des mandats ou de renouvellement régulier des élus ainsi que **le manque de respect des lois et d'égalité de tous les citoyens devant la loi**.

L'ensemble de ces problématiques, qui étaient déjà relevées lors de la consultation des jeunes francophones en 2020, s'opposent à leurs attentes pour la démocratie (une gouvernance intègre et le respect de l'État de droit notamment).

De ce fait, une partie des jeunes (17 %) exprime sa perte de confiance, sa **colère** voire sa haine **envers les dirigeants**, qu'ils considèrent responsables d'avoir « voilé » la démocratie.

Aussi, **lutter contre la corruption et l'impunité** est pour la grande majorité des jeunes (71 %) l'action prioritaire nécessaire pour renforcer la démocratie. Ils invitent à lutter contre le népotisme, à promouvoir l'alternance politique et limiter les mandats, à renforcer la transparence et la fiabilité du processus électoral, à faire respecter les lois et la constitution ou encore à renforcer les institutions.

Pour y participer, ils proposent une variété d'actions concrètes : publier le patrimoine des personnalités politiques, renforcer les systèmes de contrôle, limiter à deux les mandats présidentiels, réduire le nombre de mandats des élus, mettre en place des commissions électorales indépendantes pour surveiller les élections, numériser le processus électoral, réduire l'âge du droit de vote à 18 ans...

### 4 L'inclusion et la participation active à la vie politique de toutes les catégories de la population, première attente des jeunes vis-à-vis de la démocratie

**L'inclusion et la participation active de toutes les catégories de la population** (notamment des femmes, des jeunes et des minorités) sont les premières attentes vis-à-vis de la démocratie exprimées par les jeunes (pour 71 % d'entre eux) et de ce fait la **deuxième action prioritaire** selon eux pour renforcer la démocratie (pour 65 % d'entre eux) après la lutte contre la corruption et l'impunité.

Ils invitent à sensibiliser et éduquer les populations à la démocratie, à encourager la participation des femmes et des jeunes, à mieux associer la société civile, à favoriser le dialogue entre les acteurs ou encore développer la participation citoyenne en dehors des périodes électorales.

Pour y contribuer, ils proposent des actions concrètes : éduquer à la citoyenneté tout au long du parcours scolaire, organiser des sessions parlementaires sur la démocratie, initier des consultations pré-électorales avec toutes les parties prenantes du corps électoral, réserver des sièges électoraux aux jeunes et aux femmes uniquement, mettre en place des mécanismes de participation citoyenne plus forts, tels que des consultations populaires ou des référendums, sur des questions d'intérêt national...



## 5 Les attentes vis-à-vis de la Francophonie : développer les actions en faveur d'un retour à la démocratie et amplifier les projets destinés aux populations

En priorité, les jeunes disent attendre en priorité, de la part de la Francophonie, le **renforcement et le développement des actions en faveur d'un retour à la démocratie** (pour 57 % d'entre eux) et **la poursuite et l'amplification des projets destinés aux populations** (pour 54 % d'entre eux).

Ils estiment que la Francophonie peut aider à **promouvoir la démocratie** par des actions de sensibilisation, formation et mobilisation de la société civile (tout particulièrement des jeunes) et par la promotion des droits de l'Homme.

Ils considèrent aussi que la Francophonie pourrait jouer un rôle de **prévention et gestion des conflits** (voire un rôle de médiateur) et aider à l'**organisation d'élections** libres, transparentes et fiables.

Les jeunes attendent aussi que la Francophonie poursuive **l'action qu'elle mène au plus près des besoins des populations**, en soutenant notamment les projets de la jeunesse, l'éducation, la promotion de la paix, le développement, la lutte contre la pauvreté, l'emploi...





# 05

LE DÉTAIL  
DES RÉPONSES  
PAR QUESTION

## LES PRINCIPALES CAUSES DES RUPTURES DE LA DÉMOCRATIE

### Selon toi, quelles sont les principales causes des ruptures de la démocratie ?

- Pour près de 8 jeunes sur 10, la première cause des ruptures de la démocratie est la **mauvaise gouvernance, la corruption et l'impunité**.
- Viennent ensuite, pour plus de la moitié des jeunes :
  - **l'absence de perspectives d'avenir, les promesses politiques non tenues** et le manque de participation des citoyens à l'élaboration des décisions,
  - **la pauvreté, les crises économiques et sociales**, le manque de développement et le partage inégal des ressources entre les citoyens,
  - **le manque d'alternance politique, de limitation des mandats** ou de renouvellement régulier des élus à travers des élections crédibles,
  - **le manque de respect des lois et d'égalité de tous les citoyens devant la loi**.

RÉPONSES	ESPACE FRANCOPHONE	AFRIQUE FRANCOPHONE	AUTRES
La mauvaise gouvernance, la corruption et l'impunité	79 %	79 %	79 %
L'absence de perspectives d'avenir, les promesses politiques non tenues et le manque de participation des citoyens à l'élaboration des décisions	62 %	61 %	67 %
La pauvreté, les crises économiques et sociales, le manque de développement et le partage inégal des ressources entre les citoyens	61 %	61 %	61 %
Le manque d'alternance politique, de limitation des mandats ou de renouvellement régulier des élus à travers des élections crédibles	55 %	57 %	41 %
Le manque de respect des lois et d'égalité de tous les citoyens devant la loi	53 %	55 %	45 %
Le manque de respect des libertés, des droits humains et de l'inclusion de toutes les catégories de la population	46 %	46 %	50 %
Le manque de souveraineté des États	24 %	24 %	23 %
L'influence des réseaux sociaux, de la désinformation et des discours de haine	19 %	17 %	32 %
Le terrorisme et les troubles sécuritaires	19 %	18 %	14 %
Les changements climatiques et leur impact sur les populations	5 %	4 %	10 %
Autre	3 %	3 %	4 %

**Question fermée**  
(5 réponses possibles)

**Participants de 15 à 35 ans :**  
1 347

5 727 contributions

## Peux-tu donner des exemples à partir de ta situation ou de ton vécu ?

Les jeunes citent une variété d'exemples qui concernent principalement la **mauvaise gouvernance, la corruption et l'impunité**, les **promesses politiques non tenues**, le **manque de participation des citoyens** ainsi que le **manque d'alternance politique et de limitation des mandats**.

THÈMES PRINCIPAUX	%	IDÉES PARTAGÉES
Exemples de dérives	42 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La corruption - 13 % ;</li> <li>• Le cumul ou la prolongation des mandats - 7 % ;</li> <li>• Le non-respect des libertés fondamentales et droits de l'Homme - 5 % ;</li> <li>• L'absence d'alternance - 5 % ;</li> <li>• Le non-respect des lois et de la constitution - 5 % ;</li> <li>• Les détournements de fonds - 4 % ;</li> <li>• La mauvaise gouvernance - 3 % ;</li> <li>• La non prise en compte de la population dans la prise de décision - 3 % ;</li> <li>• Les arrestations et emprisonnements arbitraires - 3 % ;</li> <li>• Les fausses promesses électorales - 2 %.</li> </ul>
Exemples spécifiques	32 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• à la République Démocratique du Congo - 7 % ;</li> <li>• au Gabon : la famille Bongo et le coup d'état - 7 % ;</li> <li>• au Cameroun : le cumul des mandats - 5 % ;</li> <li>• à la Guinée : le régime d'Alpha Condé - 4 % ;</li> <li>• Autres exemples spécifiques : au Burkina Faso - 3 % ; à la Côte d'Ivoire - 2 % ; au Tchad - 2 % ; au Niger - 2 % ; au Sénégal - 1 % ; au Mali - 1 %.</li> </ul>
L'impunité du pouvoir en place	20 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le favoritisme - 7 % ;</li> <li>• Le trucage des élections - 7 % ;</li> <li>• L'injustice et l'impunité - 3 % ;</li> <li>• Les discriminations ethniques ou religieuses - 2 % ;</li> <li>• Autres exemples : Le tribalisme - 1 % ; Le clanisme - 0,3 %.</li> </ul>
La violence	11 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'insécurité et le terrorisme - 5 % ;</li> <li>• Les coups d'états - 4 % ;</li> <li>• Les conflits armés - 2 %.</li> </ul>
Les conséquences de la rupture démocratique pour les populations	7 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La pauvreté - 3 % ;</li> <li>• Les inégalités dans la distribution des ressources - 2 % ;</li> <li>• La misère - 2 % ;</li> <li>• Autres exemples : L'effondrement de l'hôpital public - 1 % ; La faim - 0,2 % ; L'inflation - 0,2 %.</li> </ul>
Le manque de perspectives d'avenir pour la jeunesse	7 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le chômage - 5 % ;</li> <li>• Le manque de perspectives d'avenir - 2 %.</li> </ul>

Autres thèmes abordés : L'ingérence de pays étrangers - 5 % ; la désinformation et la haine sur les réseaux sociaux - 2 % ; la place des femmes - 1 %.

Question Ouverte

Participants de 15 à 35 ans :  
796

1 457 contributions

## Peux-tu donner des exemples à partir de ta situation ou de ton vécu ?

Les jeunes citent une variété d'exemples qui concernent principalement la **mauvaise gouvernance, la corruption et l'impunité**, les **promesses politiques non tenues**, le **manque de participation des citoyens** ainsi que le **manque d'alternance politique et de limitation des mandats**.

THÈMES PRINCIPAUX	EXEMPLES DE VERBATIMS
Exemples de dérives	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Je travaille dans le milieu judiciaire. Je constate chaque jour que la corruption gangrène le milieu judiciaire et aboutit à des décisions rendues au bénéfice du plus fort, du plus riche. A cela s'ajoute le non-respect des décisions de justice et l'impunité dont bénéficie une partie de la population. Ces inégalités et injustices obscurcissent toute perspective d'avenir professionnel. »</li> <li>« La corruption est endémique (...), touchant divers secteurs, y compris la police, la justice et le gouvernement. Des fonctionnaires sont souvent accusés de solliciter des pots-de-vin pour des services de base, et cela a un impact négatif sur la qualité de vie des citoyens. La corruption est un obstacle à la prestation de services publics efficaces et équitables. »</li> <li>« La majorité des États d'Afrique ont une tendance à prolonger les mandats après avoir changé la Constitution. »</li> <li>« Depuis que je suis née, il y a un même président de la République. »</li> </ul>
L'impunité du pouvoir en place	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Nous sommes dans un pays où nous faisons face à de nombreuses irrégularités au niveau des élections, nos voix ne comptent pas. »</li> <li>« J'ai été dans un bureau de vote lors de la dernière échéance électorale. Dans celui-ci j'ai assisté à la manipulation des procès-verbaux de la part de certains responsables de la commission locale des bureaux de vote. »</li> <li>« Je suis étudiant en droit et pour le concours du barreau, ce n'est pas au mérite mais à qui connaît quelqu'un ou qui peut payer plus. »</li> <li>« Ma mère a subi une injustice, un licenciement alors qu'elle occupait le poste de directeur de service dans l'administration publique parce qu'elle a refusé d'adhérer au parti politique du ministre de tutelle. »</li> </ul>
La violence	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Mon pays (...) connaît une situation d'instabilité depuis maintenant une décennie. Cette instabilité est surtout liée à la recrudescence des groupes terroristes sans foi ni loi dans la partie septentrionale du pays. Les présidents démocratiquement élus ne réussissant pas à juguler ce fléau se voient renversés par les coups de force. Je me dis que tant que tant qu'on n'arrive pas à bout du terrorisme dans le Sahel, il est inutile de parler de démocratie dans cette partie de l'Afrique où de nos jours les regards sont tournés. »</li> </ul>
Les conséquences de la rupture démocratique pour les populations	<ul style="list-style-type: none"> <li>« Des troubles politiques ont été alimentés par la pauvreté généralisée et des crises économiques, conduisant à des manifestations et à une instabilité politique. »</li> <li>« Le chômage des jeunes qui les enfonce dans la pauvreté. Et certains rejoignent les groupes armés par manque d'encadrement adéquat. »</li> </ul>
Le manque de perspectives d'avenir pour la jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> <li>« L'absence de politique d'insertion professionnelle dans nos pays participe au manque de perspective d'avenir de la jeunesse, ce qui nous oblige à immigrer ailleurs. J'ai eu la chance de faire des études universitaires à l'étranger et aujourd'hui je suis obligé de rester travailler à l'étranger car beaucoup de gens dans mon entourage qui ont fait le choix de retourner au pays se trouvent sans rien, au chômage, sans option et sont obligés de nous encourager à ne pas reproduire les mêmes mauvaises décisions tels que retourner au pays vu le manque d'opportunités à la jeunesse. »</li> </ul>

## Que ressens-tu face à ces ruptures de la démocratie ?

- La majorité des jeunes (67 %) exprime spontanément de la **déception et de l'inquiétude face à ces ruptures de la démocratie** : ils font part de leur peine et de leur désarroi face au recul démocratique et à la violation des libertés fondamentales, ainsi que de leur désespoir voire de leur peur pour l'avenir. Certains disent même envisager vouloir quitter leur pays.
- Mais une partie des jeunes (17 %) exprime spontanément **un soutien à ces évolutions** qu'ils ne considèrent pas forcément comme des « ruptures » de la démocratie. Elles sont pour eux un « **mal nécessaire** » pour changer les systèmes établis dans leur pays.
- Car de manière transverse, une partie des jeunes (17 %) exprime aussi spontanément **sa colère voire sa « haine » contre les dirigeants**, qui, considèrent-ils, ont « voilé » la démocratie.
- Une petite partie enfin garde l'espoir de défendre la démocratie et d'en **refonder les principes** dans leur pays.

THÈMES PRINCIPAUX	%	IDÉES PARTAGÉES
De la tristesse et de l'inquiétude pour l'avenir	67 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De la frustration, de la peur et du désespoir pour l'avenir, la jeunesse et les conséquences pour le peuple (pauvreté, insécurité...) - 36 % ;</li> <li>• De la déception, de l'amertume, du désarroi et de la peine face au recul démocratique et à la violation des libertés fondamentales - 28 % ;</li> <li>• De l'indignation, du dégoût, du découragement et de l'impuissance - 9 % ;</li> <li>• L'envie de quitter son pays - 1 %.</li> </ul>
Un manque de confiance, de la colère voire de la haine contre les dirigeants, qui ont « voilé » la démocratie	17 %	
Un soutien à ces évolutions perçues comme une expression de la démocratie	17 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un mal nécessaire qui permet d'espérer un changement - 11 % ;</li> <li>• Le sentiment que la démocratie n'est pas adaptée à l'Afrique - 5 % ;</li> <li>• La remise en cause du néocolonialisme - 2 %.</li> </ul>

*Autres ressentis partagés : L'opportunité de s'engager pour créer de nouveaux modèles démocratiques - 6 % ; de l'indifférence - 2 % ; un sentiment mitigé - 1 %.*

Question Ouverte

Participants de 15 à 35 ans :  
864

1 282 contributions

## Que ressens-tu face à ces ruptures de la démocratie ?

THÈMES PRINCIPAUX	EXEMPLES DE VERBATIMS
De la tristesse et de la peur pour l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Un sentiment de crainte et de peur de la dégradation de la situation sociale qui pourrait entraîner la radicalisation du peuple et les violences. »</li> <li>• « Une profonde inquiétude pour la paix mondiale et pour l'avenir des prochaines générations. »</li> <li>• « Je ressens une forme de peur parce que nous n'avons plus de contrôle sur ces actes. Toute manifestation sera réprimée de manière violente et sera par la suite légitimée par le manque d'intervention de l'État et de la justice. C'est une impression d'insécurité constante parce notre destin n'est plus entre nos mains. »</li> <li>• « Je ressens beaucoup de peine car à chaque coup de force, chaque fois qu'un régime est renversé (que ce soit avec ou non la caution du peuple), l'État de droit recule et les efforts de développement sont sapés. »</li> <li>• « Je peux ressentir de la frustration, de la colère ou de la tristesse face à la perte de valeurs démocratiques telles que la liberté, l'égalité et la participation citoyenne. »</li> <li>• « De l'amertume car l'Afrique Francophone souffre déjà d'un certain retard dans le développement, les conflits politiques nous empêchent d'évoluer. »</li> <li>• « Envie de quitter l'Afrique pour vivre ailleurs. »</li> </ul>
Un manque de confiance, de la colère voire de la haine contre les dirigeants, qui ont «voilé» la démocratie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Il y a une rupture du contrat de confiance entre gouvernants et gouvernés. Mécontentement, désillusion, haine sont maintenant devenus le quotidien de la jeunesse. Conséquence : manifestation, saccage, vandalisme, pillage, migration irrégulière... »</li> <li>• « Je suis déçu et très en colère envers les dirigeants responsables, les institutions corrompues et le système en général et je ne me suis pas résigné à vivre dans cet environnement. C'est pourquoi je continue de renforcer ma détermination à défendre mes droits et à lutter pour la restauration de la démocratie. »</li> <li>• « Un sentiment de haine vis-à-vis des gouvernants qui ont confisqué le pays de par la longévité du chef de l'état au pouvoir ce qui entraîne une impunité des abus commis par les membres du gouvernement. »</li> </ul>
Un soutien à ces évolutions perçues comme une expression de la démocratie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « C'est un mal nécessaire. »</li> <li>• « Les coups d'État ne sont pas une bonne chose et nous le savons tous mais lorsqu'il n'y a plus d'alternative cela devient nécessaire. »</li> <li>• « Je n'appellerai pas cela rupture de la démocratie. Car en effet, lorsqu'un dirigeant exerce un pouvoir autocrate sur son pays, on est plus dans les valeurs intrinsèques de la démocratie. Et donc il ne s'agit ici qu'une restitution de l'ordre même des choses. »</li> <li>• « Un sentiment d'espoir : c'est peut-être le début d'un profond changement. »</li> <li>• « Nous voyons une jeunesse qui se lève et décide d'agir, d'arrêter de subir. »</li> </ul>
La nécessité de s'engager pour créer de nouveaux modèles démocratiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « En tant qu'acteur engagé pour la promotion des valeurs et principes démocratiques, je ressens de la désolation face au recul démocratique et en même un regain d'énergie pour travailler davantage pour la reconstruction et la refondation de la démocratie. »</li> </ul>

## LES PRINCIPALES ATTENTES DE LA DÉMOCRATIE

### Qu'attends-tu principalement de la démocratie ?

- Les jeunes attendent d'abord de la démocratie **l'égalité et la liberté pour tous**, au travers de **l'inclusion et de la participation active à la vie politique de toutes les catégories** de la population (priorisée par 71 % des jeunes) et du **respect des droits et des libertés de chaque citoyen et de l'égalité devant la loi** (priorisé par 71 % des jeunes).
- Viennent ensuite, pour plus de la moitié des jeunes :
  - **le respect des lois et de la Constitution** (62 % des jeunes),
  - **l'organisation régulière d'élections libres** (57 % des jeunes).

RÉPONSES	ESPACE FRANCOPHONE	AFRIQUE FRANCOPHONE	AUTRES
L'inclusion et la participation active à la vie politique de toutes les catégories de la population notamment les femmes, les jeunes et les minorités	71 %	71 %	68 %
Le respect des droits et des libertés de chaque citoyen et l'égalité devant la loi	71 %	72 %	66 %
Le respect des lois et de la Constitution	62 %	63 %	56 %
L'organisation régulière d'élections libres, fiables et transparentes	57 %	58 %	54 %
L'accès à une éducation porteuse d'avenir, de prospérité et d'émancipation	49 %	48 %	61 %
La garantie d'un environnement social et économique sain et générateurs d'opportunités d'emplois	45 %	45 %	43 %
La participation aux décisions politiques	33 %	33 %	31 %
Une plus grande liberté d'expression et d'opinion	31 %	31 %	38 %
L'accès à une information libre et fiable	24 %	23 %	31 %
La protection de l'environnement et la promotion du développement durable	19 %	19 %	25 %
Autre	2 %	2 %	2 %

**Question fermée**  
(5 réponses possibles)

**Participants de 15 à 35 ans :**  
1 014

4 717 contributions

## Selon toi, quelles caractéristiques doit respecter une démocratie pour répondre à ces attentes ?

- Quand il leur est demandé les caractéristiques que doit, selon eux, respecter une démocratie, les jeunes mettent d'abord en avant, spontanément, une **gouvernance du pays qui soit intègre et transparente, au service du peuple**. Elle se caractérise notamment par la participation des citoyens aux décisions publiques, l'organisation d'élections libres et transparentes, l'inclusion des minorités, des femmes et des jeunes dans la vie publique, le pluralisme, l'alternance politique et la limitation des mandats ou encore par l'intégrité des dirigeants et la lutte contre la corruption.
- Les jeunes décrivent ensuite, comme caractéristique de la démocratie, le **respect de l'État de droit**, à savoir le respect des lois et de la constitution, l'égalité devant la loi, la séparation des pouvoirs.
- S'ajoute encore le **respect des droits fondamentaux** : la liberté d'expression et d'opinion, les libertés individuelles, les droits de l'Homme.

THÈMES PRINCIPAUX	%	IDÉES PARTAGÉES
Une gouvernance intègre et transparente, au service du peuple	63 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La participation des citoyens aux décisions publiques - 14 % ;</li> <li>• Au service du peuple, pour son bien-être - 13 % ;</li> <li>• Des élections libres et transparentes - 12 % ;</li> <li>• L'inclusion de toutes les catégories de la population : femmes, jeunes, minorités - 12 % ;</li> <li>• Le pluralisme, l'alternance politique et la limitation des mandats - 9 % ;</li> <li>• La transparence - 7 % ;</li> <li>• La bonne gouvernance, la responsabilité et l'intégrité des dirigeants - 7 % ;</li> <li>• La lutte contre la corruption - 2 %.</li> </ul>
L'État de droit	36 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le respect des lois et de la constitution - 17 % ;</li> <li>• L'égalité devant la loi et la justice - 9 % ;</li> <li>• La séparation des pouvoirs - 5 % ;</li> <li>• Le respect de l'État de droit - 3 % ;</li> <li>• La souveraineté - 3 % ;</li> <li>• Des institutions fortes 2 %.</li> </ul>
Le respect des droits fondamentaux	23 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le respect de la liberté d'expression et d'opinion 13 % ;</li> <li>• Le respect des libertés individuelles 9 % ;</li> <li>• Le respect des droits de l'Homme 4 % ;</li> <li>• L'égalité des chances 2 % ;</li> <li>• L'accès à une information libre et fiable 0,1 %.</li> </ul>

Autres thèmes abordés : L'accès à une éducation de qualité et émancipatrice - 3 % ; la protection de l'environnement et la promotion du développement durable - 2 %.

Question Ouverte

Participants de 15 à 35 ans :  
723

1 277 contributions

## Selon toi, quelles caractéristiques doit respecter une démocratie pour répondre à ces attentes ?

THÈMES PRINCIPAUX	EXEMPLES DE VERBATIMS
Une gouvernance intègre et transparente, au service du peuple	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « La démocratie doit répondre à une gestion du peuple par le peuple et respecter le choix des urnes. »</li> <li>• « Refléter les aspirations profondes de la nation et permettre un épanouissement des citoyens. »</li> <li>• « L'État doit pouvoir être à l'écoute du peuple. »</li> <li>• « Les élections doivent être organisées de manière régulière, transparente et fiable. Les citoyens doivent avoir confiance dans le processus électoral et être assurés que leurs votes sont compétents. »</li> <li>• « Une démocratie efficace devrait permettre aux citoyens de participer activement aux processus décisionnels. Cela inclut la possibilité de s'exprimer, de manifester et d'engager un dialogue avec les dirigeants. »</li> <li>• « La limitation du nombre de mandats est primordiale pour empêcher qu'un régime ne s'éternise au pouvoir. »</li> <li>• « L'alternance démocratique constitue la respiration de la démocratie. »</li> <li>• « Promouvoir les pratiques de bonne gouvernance à tous les niveaux : du sommet de l'État jusqu'à la gouvernance locale. »</li> </ul>
L'État de droit	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Une démocratie doit garantir le respect des lois, de la Constitution et l'indépendance du système judiciaire pour assurer l'égalité devant la loi. »</li> <li>• « Le respect des lois est le fondement même de la démocratie. Et la démocratie se veut transparente en toute chose, équitable pour toutes les classes sociales et enfin les mesures disciplinaires pour les personnes allant à l'encontre de ces lois. »</li> <li>• « Les textes de loi et la constitution doivent être explicites et bien expliqués de sorte que la population même analphabète puisse comprendre et faire ce qu'il faut. »</li> <li>• « Respecter entièrement la constitution et arrêter de la modifier pour un profit personnel. »</li> <li>• « Le respect des droits et de libertés des citoyens et sur l'égalité de chacun devant la loi. »</li> <li>• « La primauté du droit doit être respectée, ce qui signifie que tous, y compris les dirigeants, sont soumis à la loi. Personne ne doit être au-dessus de la loi. Les tribunaux doivent être indépendants pour garantir un système judiciaire équitable. »</li> </ul>
Le respect des droits fondamentaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Une liberté d'expression et d'opinion effective afin de garantir l'accès à la bonne information aux citoyens. »</li> <li>• « Il est important de garantir le respect des droits de l'Homme, de la liberté d'expression et de la liberté de la presse. Les gouvernements doivent également s'engager à respecter les droits des minorités et des migrants. »</li> <li>• « Garantir les libertés fondamentales et la prise en compte des droits, des opinions et contributions de toutes les forces vives de la nation. »</li> <li>• « La démocratie doit mettre en avant l'ancrage du respect des droits de l'Homme. »</li> </ul>

## LES PROPOSITIONS POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE

### Quelles actions te paraissent prioritaires pour renforcer la démocratie ?

- En écho à leur réponse à la première question, où ils indiquaient que la première cause de rupture de la démocratie est la mauvaise gouvernance, la corruption et l'impunité, les jeunes considèrent que la première action prioritaire pour renforcer la démocratie est la **lutte contre la corruption et l'impunité**.
- Viennent ensuite, pour plus de la moitié des jeunes :
  - **Le soutien à la participation, l'inclusion et la formation politique de toutes les catégories de populations** (femmes, jeunes, minorités),
  - **La lutte contre la pauvreté et les crises économiques et sociales**, en donnant à chacun des perspectives de développement et d'emploi,
  - **La promotion du respect des droits de l'Homme**,
  - **L'encouragement du dialogue** entre les forces politiques du pouvoir et de l'opposition.

RÉPONSES	Espace francophone	Afrique francophone	Autres
Lutter contre la corruption et l'impunité	71 %	71 %	73 %
Soutenir la participation, l'inclusion et la formation politique de toutes les catégories de populations (femmes, jeunes, minorités)	65 %	65 %	66 %
Lutter contre la pauvreté et les crises économiques et sociales et donner à chacun des perspectives de développement et d'emploi	65 %	65 %	65 %
Promouvoir le respect des droits de l'Homme	56 %	57 %	49 %
Encourager le dialogue entre les forces politiques du pouvoir et de l'opposition	56 %	56 %	50 %
Renforcer la qualité de l'éducation	43 %	42 %	55 %
Soutenir les organisations de la société civile	37 %	38 %	30 %
Résoudre les problèmes sécuritaires et la menace terroriste	37 %	38 %	34 %
Développer et respecter le travail des médias indépendants et libres	22 %	21 %	29 %
Reformer les systèmes de sécurité	12 %	12 %	16 %

**Question fermée**  
(5 réponses possibles)

**Participants de 15 à 35 ans :**  
1 014

4 717 contributions

## Quelles autres actions proposes-tu pour renforcer la démocratie dans ton pays ?

- Pour renforcer la démocratie dans leur pays, les jeunes appuient leur réponse à la question précédente par un ensemble de propositions touchant :
  - **Au renforcement du système démocratique** : la lutte contre la corruption, l'alternance politique, la limitation des mandats, l'organisation d'élections libres et transparentes, la séparation des pouvoirs...
  - **A la participation de tous** : la sensibilisation, formation et mobilisation de la jeunesse et des femmes, le dialogue entre les partis, les nouvelles dynamiques de participation citoyenne...
  - **A l'efficacité des politiques publiques, tout particulièrement en matière d'éducation**, d'emploi, de sécurité, de lutte contre la pauvreté et de développement économique.

THÈMES PRINCIPAUX	%	IDÉES PARTAGÉES
Renforcer le système démocratique	52 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lutter contre la corruption et le népotisme - 8 % ;</li> <li>• Promouvoir l'alternance et limiter les mandats - 7 % ;</li> <li>• Renforcer la transparence et la fiabilité du processus électoral - 7 % ;</li> <li>• Faire respecter les lois et la constitution - 6 % ;</li> <li>• Renforcer les institutions - 6 % ;</li> <li>• Respecter la liberté d'expression et d'opinion - 5 % ;</li> <li>• Ecouter les besoins de la population - 4 % ;</li> <li>• Garantir l'indépendance de la justice - 4 % ;</li> <li>• Autres idées : Promouvoir les droits de l'Homme - 3 % ; faire respecter l'égalité de tous devant la loi - 3 % ; respecter la souveraineté des États - 3 % ; garantir l'accès à une information libre et fiable grâce à des médias indépendants - 3 % ; promouvoir une bonne gouvernance - 2 % ; évaluer l'atteinte des promesses électorales - 1 % ; réformer la constitution et les institutions - 1 % ; réformer l'armée - 1 % ; protéger l'opposition - 1 % ; renforcer la transparence dans les marchés publics - 0,4 %.</li> </ul>
Encourager la participation de tous	34 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser et éduquer à la démocratie - 12 % ;</li> <li>• Encourager la participation des femmes et des jeunes - 8 % ;</li> <li>• Mieux associer la société civile - 6 % ;</li> <li>• Favoriser le dialogue entre les acteurs - 4 % ;</li> <li>• Autres idées : Encourager la participation citoyenne - 4 % ; organiser des consultations et délibérations citoyennes en dehors des périodes électorales - 2 % ; décentraliser pour inclure les communautés locales - 1 % ; promouvoir le pluralisme politique - 1 %.</li> </ul>
Renforcer l'efficacité des politiques publiques	26 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réformer le système éducatif 6 % ;</li> <li>• Lutter contre le chômage 5 % ;</li> <li>• Rétablir la paix, résoudre les problèmes sécuritaires, lutter contre le terrorisme 5 % ;</li> <li>• Lutter contre la pauvreté 4 % ;</li> <li>• Autres idées : Développer l'économie, soutenir l'entrepreneuriat - 3 % ; promouvoir le respect de l'environnement et le développement durable - 2 % ; aider à l'insertion professionnelle des jeunes - 2 % ; renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discours de haine - 2 % ; renforcer le système de santé - 1 % ; permettre un partage équitable des richesses - 0,3 %.</li> </ul>

Question Ouverte

Participants de 15 à 35 ans :  
591

899 contributions

## Quelles autres actions proposes-tu pour renforcer la démocratie dans ton pays ?

THÈMES PRINCIPAUX	EXEMPLES DE VERBATIMS
Renforcer le système démocratique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Lutter contre l'ethnocentrisme, le népotisme, le clientélisme politique. »</li> <li>• « Renforcer le système de contrôle des abus de pouvoir. »</li> <li>• « Limitation de mandat à deux mandats de 5 ans. »</li> <li>• « Organiser des élections libres et crédibles ; réduire le nombre de mandats des élus politiques pour favoriser l'alternance. »</li> <li>• « Investir dans le renforcement des institutions démocratiques telles que le parlement, le pouvoir judiciaire et les organes de contrôle, en leur accordant les ressources nécessaires pour fonctionner de manière indépendante et efficace. »</li> <li>• « Accroître la transparence des institutions publiques à tous les niveaux. »</li> <li>• « Veiller à ce que l'État de droit soit respecté en renforçant l'indépendance du système judiciaire, en garantissant l'accès à la justice pour tous et en promouvant le respect des droits fondamentaux. »</li> <li>• « Il faut surtout faire l'examen régulier des systèmes électoraux pour s'assurer qu'ils sont équitables, représentatifs et reflètent les besoins de la société. On peut penser à des réformes du financement politique et des systèmes de vote. »</li> <li>• « Donner la chance à tous les partis politiques pour qu'ils aient droit de s'exprimer même à la radio télévision nationale. »</li> <li>• « Assurer le respect du droit à la liberté d'expression des citoyens et des médias tout en veillant à la non diffusion des fakes news. »</li> <li>• « Faire des évaluations des États qui appliquent véritablement la démocratie. »</li> </ul>
Encourager la participation de tous	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Mener des actions d'éducation à la citoyenneté tout au long du parcours scolaire. »</li> <li>• « Organiser des sessions parlementaires sur la démocratie, des dialogues nationaux, organiser des fora de jeunes sur les principes de la démocratie et de bonne gouvernance, initier des consultations pré-électorales avec toutes les parties prenantes du corps électoral lors des élections. »</li> <li>• « Renforcer la participation citoyenne et protéger les sociétés civiles organisées. »</li> <li>• « Donner plus d'opportunités aux jeunes dans les grandes instances de décision et de gestion de pouvoir. »</li> <li>• « Je voudrais une démocratie à la base et non une démocratie bureaucratique et élitiste déconnectée des réalités sociales. »</li> <li>• « Rendre la population de plus en plus autonome des leaders politiques. »</li> <li>• « Chercher des mécanismes de délibération populaire en dehors des périodes électorales. »</li> <li>• « Encourager la formation de partis politiques pluralistes et soutenir leur participation équitable aux élections. »</li> </ul>
Renforcer l'efficacité des politiques publiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Exiger que plus de 60 % de nos ressources soient allouées au secteur de la santé, de l'éducation et de la recherche. »</li> <li>• « Revoir le système éducatif, l'adapter à l'innovation et la créativité qui sont les besoins de la société actuelle et à venir. »</li> </ul>

## Quelles autres actions proposes-tu pour renforcer la démocratie dans ton pays ?

### DES PROPOSITIONS CONCRÈTES FORMULÉES PAR LES JEUNES

<p><b>RENFORCER LE SYSTÈME DÉMOCRATIQUE</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Publier systématiquement le patrimoine des personnalités politiques ;</li> <li>2. Contrôler les biens de hauts dignitaires avant et après leur mandat ;</li> <li>3. Limiter les mandats à deux mandats de 5 ans ;</li> <li>4. Réduire le nombre de mandats des élus politiques pour favoriser l'alternance ;</li> <li>5. Mettre un mécanisme de surveillance électorale indépendante ;</li> <li>6. Aller vers des commissions électorales permanentes avec des agents assermentés moins de toutes les chapelles politiques. Ils doivent être recrutés sur concours et formés aux activités de l'organe de gestion des élections ;</li> <li>7. Numériser le processus électoral grâce au vote via une plateforme qui comptabilise les voix automatiquement afin de garantir la célérité et la transparence au niveau des résultats ;</li> <li>8. Réduire l'âge du droit de vote à 18 ans ;</li> <li>9. Adopter un système de quota de représentation des jeunes dans toutes les sphères de décision ;</li> <li>10. Doter l'organe de lutte contre la corruption d'un pouvoir coercitif pour ne plus toujours dépendre du judiciaire très souvent sujet à corruption ;</li> <li>11. Redonner le pouvoir au peuple à travers des référendums, des consultations qui aboutissent à de vrais résultats et non de la communication uniquement ;</li> <li>12. Mettre en place des comités de recensement et d'évaluation des promesses électorales et sociales, et faire le point chaque année avant le vote des budgets complémentaires ou supplémentaires de manière à rectifier le tir périodiquement au cours du mandat des élus ;</li> <li>13. Faire un bilan ministériel trimestriel : sur le média national, chaque dirigeant ministériel fera un exposé en direct de l'action de son ministère avec les chiffres ;</li> <li>14. Mettre en place une plus grande transparence dans la gestion des contrats publics.</li> </ol>
<p><b>ENCOURAGER LA PARTICIPATION DE TOUS</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faire des programmes d'éducation et de sensibilisation de démocratie, paix et de bonne gouvernance dans les établissements publics du secondaire et dans les universités ;</li> <li>2. Former les élèves aux questions électorales à travers un programme «young elector» : formations sur les débats afin d'éveiller leur esprit et des modules sur comment voter pour très tôt nourrir en eux l'esprit de l'engagement ;</li> <li>3. Mettre sur pied un fond jeunesse pour la démocratie pour permettre aux jeunes d'apprendre à gérer la cité et à résoudre les problèmes de la cité (pauvreté, les migrations, les conflits, le désordre urbain, etc.) ;</li> <li>4. Créer des structures de jeunes brigadiers accompagnateurs des électeurs afin de renforcer le civisme et l'éducation électorale ;</li> <li>5. Introduire ou renforcer les programmes de démocratie dans la formation militaire et autres ;</li> <li>6. Mettre à disposition des sièges électoraux réservés aux jeunes et aux femmes uniquement ;</li> <li>7. Définir des quotas de minorités au sein des élus (% de femmes, jeunes, diversité culturelle...) ;</li> <li>8. Créer un conseil national de la jeunesse et des droits sociaux ;</li> <li>9. Mettre en place des mécanismes de participation citoyenne plus forts, tels que des consultations populaires ou des référendums, sur des questions d'intérêt national ;</li> <li>10. Encourager et soutenir le dialogue pour des élections pacifiques à travers la mise en place et le renforcement de « cadres de dialogue national » entre les partis politiques, y compris leurs mouvements de jeunesse, ainsi que des sensibilisations / débats communautaires ;</li> <li>11. Mettre en place un comité de dialogue indépendant, libre, incluant tous les acteurs politiques sans exclusion.</li> </ol>

## TES ATTENTES VIS-À-VIS DE LA FRANCOPHONIE

### Face aux ruptures de la démocratie, quelles actions attends-tu de la part de la Francophonie ?

- Les jeunes disent attendre en priorité de la part de la Francophonie :
  - **le renforcement et le développement des actions en faveur d'un retour à la démocratie** (priorisé par 57 % des jeunes),
  - **la poursuite et l'amplification des projets destinés aux populations** (priorisées par 54 % des jeunes).

RÉPONSES	ESPACE FRANCOPHONE	AFRIQUE FRANCOPHONE	AUTRES
Renforcer et développer des actions en faveur d'un retour de la démocratie	57 %	58 %	52 %
Poursuivre et amplifier les projets destinés aux populations	54 %	54 %	50 %
Maintenir le dialogue avec les autorités des pays en crise	49 %	49 %	48 %
Soutenir la société civile	44 %	43 %	50 %
Jouer le rôle de médiateur dans les pays en crise	42 %	42 %	44 %
Mutualiser les efforts et les initiatives avec les autres partenaires internationaux	24 %	24 %	27 %
Adopter des sanctions politiques	19 %	19 %	21 %

**Question fermée**  
(3 réponses possibles)

**Participants de 15 à 35 ans :**  
978

2 846 contributions

## Selon toi, quelles autres actions la Francophonie devrait-elle développer face aux ruptures de la démocratie ?

- Les jeunes développent leur réponse à la question précédente en formulant des propositions d'actions de la part de la Francophonie.
- Ils identifient des actions contribuant à la **promotion de la démocratie**. Il s'agit notamment d'encourager les actions de **sensibilisation, formation et mobilisation de la société civile, et tout particulièrement des jeunes**. Il s'agit aussi de faire la **promotion des droits de l'Homme**. Il s'agit encore d'envisager la **mise en place de dispositifs contribuant à sécuriser l'organisation d'élections** libres, transparentes et fiables.
- Les jeunes rappellent aussi la **nécessité que la Francophonie écoute et développe son action au plus près des populations**, pour répondre à leurs besoins au-delà de ceux des États et des Gouvernements : accompagnement des projets de la jeunesse, éducation, promotion de la paix, développement...
- Les jeunes envisagent aussi un **rôle de la Francophonie de prévention et gestion des conflits**, en jouant notamment un rôle de médiateur. Certains envisagent aussi l'adoption de sanctions politiques.

THÈMES PRINCIPAUX	%	IDÉES PARTAGÉES
Promouvoir la démocratie	48 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser, former et soutenir l'action de la société civile pour la démocratie - 17 % ;</li> <li>• Sensibiliser, former et soutenir l'action des jeunes pour la démocratie - 14 % ;</li> <li>• Promouvoir les droits de l'Homme - 5 % ;</li> <li>• Encourager et sécuriser l'organisation des élections - 4 % ;</li> <li>• Créer des dispositifs chargés d'évaluer le niveau de démocratie des États membres - 3 % ;</li> <li>• Autres idées : Aider au renforcement des institutions démocratiques des États membres - 3 % ; soutenir la liberté d'expression et l'indépendance des médias - 3 % ; soutenir la lutte contre la corruption - 1 %.</li> </ul>
Soutenir les populations	32 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les projets de la jeunesse - 10 % ;</li> <li>• Écouter les besoins et développer des actions au plus près des populations - 10 % ;</li> <li>• Soutenir l'éducation - 4 % ;</li> <li>• Promouvoir la paix - 3 % ;</li> <li>• Soutenir le développement économique - 3 % ;</li> <li>• Autres idées : Lutter contre la pauvreté - 2 % ; soutenir la création d'emplois - 1 % ; promouvoir la cohésion sociale - 1 %.</li> </ul>
Accompagner la résolution des crises	27 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adopter des sanctions politiques - 10 % ;</li> <li>• Jouer un rôle de médiation dans les pays en crise, en restant impartial et sans sanction - 10 % ;</li> <li>• Mettre en place des mécanismes de prévention des conflits - 5 % ;</li> <li>• Accompagner le retour à la démocratie - 2 %.</li> </ul>
Encourager et faire respecter la souveraineté des États	10 %	

Question Ouverte

Participants : 525

697 contributions

## Selon toi, quelles autres actions la Francophonie devrait-elle développer face aux ruptures de la démocratie ?

THÈMES PRINCIPAUX	EXEMPLES DE VERBATIMS
Promouvoir la démocratie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « La Francophonie devrait plutôt rassembler les populations et être à l'écoute, recentrer plus ses projets en faveur de la démocratie. Francophonie des peuples et non Francophonie des bureaux. »</li> <li>• « Promouvoir la culture de la démocratie en facilitant la culture politique et l'émancipation des peuples. »</li> <li>• « Soutenir la société civile à travers un appui technique et financier. Renforcer les capacités de la société civile en matière de collecte des données et de plaidoyer. Promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes dans les instances décisionnelles. »</li> <li>• « Offrir des formations aux acteurs de la société civile sur la bonne gouvernance et la démocratie. »</li> <li>• « Initier des initiatives en lien avec l'engagement et la participation citoyenne destinées à la population, promouvoir la démocratie participation à travers l'E-gouvernement, amplifier les projets en faveur de l'entrepreneuriat des femmes et jeunes. »</li> <li>• « Renforcer l'éducation des jeunes à la politique et susciter leur engagement civique. »</li> <li>• « Renforcer les mécanismes de redevabilité des porteurs de responsabilités publiques envers les détenteurs de droits. »</li> <li>• « La Francophonie devrait également renforcer sa présence au sein des pays membres par la participation aux processus électoraux (expertise en audit). »</li> </ul>
Soutenir les populations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Favoriser l'engagement des jeunes en finançant des projets associatifs. »</li> <li>• « Focaliser ses activités sur l'employabilité de la jeunesse. »</li> <li>• « Amplifier les projets destinés aux populations vulnérables, soutenir les sociétés civiles. »</li> <li>• « Créer plus de projets destinés aux populations pour lutter contre la pauvreté et autonomiser les femmes. »</li> <li>• « Apporter des aides matérielles aux pays en crise, aider à faire entendre la voix des plus faibles, porter les doléances des plus faibles auprès des autres instances internationales. »</li> </ul>
Accompagner la résolution des crises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Jouer le rôle de médiateur entre autorités des pays en crise. »</li> <li>• « La Francophonie pourrait jouer un rôle dans le processus de réconciliation nationale pour apaiser les divisions politiques. »</li> <li>• « Prioriser la médiation entre les parties en conflit au lieu de recourir aux sanctions qui risquent de n'aboutir nulle part pour des États souverains peut-être ce qui pourra devenir à long terme la cause de «francophobie». »</li> <li>• « La Francophonie pourrait jouer un rôle actif dans la prévention des conflits en encourageant la diplomatie préventive et en facilitant le dialogue entre les parties provoquant avant que les crises ne s'intensifient. »</li> <li>• « Envisager des sanctions ciblées en partenariat avec les instances judiciaires et policières internationales à l'endroit de ceux qui mettent en mal la démocratie. »</li> </ul>

## Selon toi, quelles autres actions la Francophonie devrait-elle développer face aux ruptures de la démocratie ?

### DES PROPOSITIONS CONCRÈTES FORMULÉES PAR LES JEUNES

<p><b>PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Monter des programmes de formation et d'éducation civique pour sensibiliser la population aux principes de la démocratie, aux droits de l'Homme et à la citoyenneté responsable ;</li> <li>2. Faire une campagne de sensibilisation sur les valeurs de la démocratie ;</li> <li>3. Mettre en place des programmes de formation des jeunes leaders de demain capables de gérer des situations de crise et de non-respect des fondements de la démocratie ;</li> <li>4. Encadrer, former et renforcer les capacités des OSC et des organisations de jeunesse sur les valeurs démocratiques et la culture de la paix (université d'été chaque année) dans chaque pays membre ;</li> <li>5. Outiller les jeunes : simulations de conseils municipaux ou de séances parlementaires, formations gratuites, réseautage entre les jeunes, événements à saveur politique et sociale (avoir du plaisir ensemble tout en discutant d'enjeux politiques) ;</li> <li>6. Soutenir les projets des jeunes qui soutiennent la démocratie ;</li> <li>7. Avoir des représentants jeunes dans chaque pays. Ces jeunes représentants seront des médiateurs et des ambassadeurs qui encourageront la jeunesse africaine à une conscience politique massive ;</li> <li>8. Soutenir la société civile à travers un appui technique et financier : renforcer les capacités de la société civile en matière de collecte des données et de plaider, promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes dans les instances décisionnelles ;</li> <li>9. Développer un observatoire de la société civile ;</li> <li>10. Créer des plateformes de débat pour promouvoir la démocratie ;</li> <li>11. Créer un parlement de jeunes ou une plateforme jeune pour la Francophonie ;</li> <li>12. Constituer une charte francophone de la démocratie à ratifier par les États membres ;</li> <li>13. Créer un prix de distinction quinquennal consacrant l'État francophone le plus démocratique ;</li> <li>14. Établir des critères pour la promotion des États qui agissent selon les principes démocratiques et les vulgariser ;</li> <li>15. Instituer un mécanisme de contrôle au sein des États pour permettre à chacun d'entre eux de respecter des dispositions y relatives aux accords signés y ajouter des bases solides de gouvernance comme en matière de corruption ;</li> <li>16. Renforcer la surveillance électorale pour garantir des élections libres et équitables, tout en fournissant une assistance technique pour améliorer les processus électoraux.</li> </ol>
<p><b>SOUTIEN AUX POPULATIONS</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Former les jeunes dans l'entrepreneuriat pour les rendre libre ;</li> <li>2. Mettre en place et redynamiser les forums des jeunes dans les pays membres de la Francophonie.</li> </ol>
<p><b>PRÉVENTION ET RÉOLUTION DES CRISES</b></p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Créer un cadre de concertation et de cellules de veille idoine dans chaque pays ;</li> <li>2. Prévenir à travers la formation des militaires ;</li> <li>3. Encourager la diplomatie préventive et faciliter le dialogue entre les parties avant que les crises ne s'intensifient.</li> </ol>

## Remerciements

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) tient à remercier tous les jeunes francophones qui se sont fortement mobilisés et qui ont contribué à cette consultation. Merci également aux acteurs de la Charte et aux partenaires, pour leur appui et leurs contributions.

La somme de toutes ces énergies et expertises de la Francophonie ont permis de mener à bien cette consultation de la jeunesse sur les ruptures de la démocratie en Afrique francophone à l'initiative de la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise Mushikiwabo.

**Cheffe de l'Unité jeunesse, sport et citoyenneté (UJSC) :** Pamela Akplogan

**Directeur des Affaires politiques et de la gouvernance démocratique (DAPG) :** Nicolas Guinard

**Directrice de la communication et Porte-parole de la Secrétaire générale :** Oria K. Vande weghe

**Coordination :** Fatima Aouidat, chargée de communication stratégique (DCOM/OIF) et Delphine Couveinhes Matsumoto, spécialiste de programme (UJSC/OIF)

**Rédaction :** Société Bluenove

**Relecture et édition :** Direction de la Communication de la Francophonie (DCOM) et l'Unité jeunesse, sport et citoyenneté (UJSC)

**Conception graphique et maquette :** Sophie Combette

**Crédit photo de la couverture :** © Kues1 / Adobe Stock

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 88 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2022, établit à plus de 321 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Elle a été reconduite dans ses fonctions lors du XVIII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, en novembre 2022, à Djerba (Tunisie).

## 54 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

---

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • Centrafrique • Comores • Congo • République Démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Niger • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

## 7 MEMBRES ASSOCIÉS

---

Chypre • Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Ghana • Kosovo • Qatar • Serbie

## 27 OBSERVATEURS

---

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada/Ontario • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Slovaquie • Slovénie • tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

### ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France  
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

     @OIFrancophonie  
[www.francophonie.org](http://www.francophonie.org)

ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
**la francophonie**

